



6^e FORUM ÉCONOMIQUE FRANCO-ITALIEN

6^e FORUM ECONOMICO FRANCO-ITALIANO

3 & 4 juin 2024 / / / 3 & 4 giugno 2024

Déclaration commune

4 juin 2024

Paris

Avenir de l'Europe : revitaliser l'industrie européenne pour une Ère nouvelle

A l'issue du 6ème Forum économique franco-italien, les Présidents du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) et de la Confindustria réaffirment leur engagement en faveur d'une Europe plus forte et plus compétitive.

Le Parlement européen, qui sera élu le 9 juin, ainsi que les nouvelles institutions européennes, devront prendre des décisions cruciales pour l'Union européenne : les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient, la crise de l'énergie et des matières premières, l'écart de richesse croissant avec les États-Unis et la Chine exigent des actions fortes, inédites et rapides au niveau européen.

L'avenir de l'Europe est indissociable de la revitalisation de l'industrie européenne. Pour relever les défis mondiaux, la seule issue possible consiste à se recentrer sur le renforcement de la compétitivité européenne, indispensable à la prospérité et à la stabilité sociale.

Le MEDEF et Confindustria s'engagent à contribuer en proposant des mesures concrètes et des lignes directrices pour la prise de décision européenne :

1. Renforcer la compétitivité européenne par une action importante de simplification

- En imposant l'harmonisation des normes, le marché unique a permis aux entreprises d'exporter facilement dans toute l'Europe. Le modèle européen est devenu un outil de puissance pour nos entreprises, mais aujourd'hui considérablement affaibli par la surréglementation. Il est urgent d'établir un cadre réglementaire clair, cohérent et prévisible en améliorant les évaluations d'impact et en normalisant les tests de compétitivité pour les PME, en rationalisant les délais d'obtention d'autorisation de projets industriels, en appliquant correctement les réglementations européennes pour éviter la duplication et la fragmentation, et en réduisant les formalités administratives au niveau de l'UE et des États membres.
- Au-delà du Green Deal, une politique industrielle européenne, reconnaissant le rôle fondamental de la recherche et l'innovation pour la double transition et assurant un système de protection de la propriété intellectuelle efficace et attractif, est indispensable pour rester dans la course mondiale aux technologies du futur. Enrico Letta l'a déjà démontré dans ses propositions et Mario Draghi fera de même prochainement.

2. Stimuler la compétitivité européenne par un choc d'investissement

- Un cadre financier pluriannuel pleinement axé sur la compétitivité, avec davantage de ressources et d'instruments de financement adaptés aux besoins des entreprises, est crucial pour promouvoir la résilience et la compétitivité de l'Union. Dans le prochain CFP, des critères de financement clés tels que la dimension régionale et le rôle central des partenaires socio-économiques pour la politique de cohésion doivent être préservés.
- Le MEDEF et la Confindustria soulignent la nécessité d'une approche de financement européenne qui mobilise des ressources publiques, aux côtés du capital privé, pour accélérer la stratégie industrielle de l'UE. Ils exhortent les institutions de l'UE à reconsidérer la création d'un Fonds Européen de Souveraineté puissant au service des technologies stratégiques, capable d'engendrer par effet de levier jusqu'à 500 milliards d'euros d'investissements privés.
- Les marchés publics devraient soutenir cette démarche en instaurant un « *Buy European Act* » et en développant un véritable leadership européen. Face aux subventions publiques massives des États-Unis et de la Chine, les acheteurs publics devraient soutenir les technologies européennes lorsqu'elles sont équivalentes en termes de prix, de qualité et de performance. Les Projets importants d'intérêt européen commun (PIEEC) doivent être perfectionner pour accélérer les coopérations industrielles en accélérant les délais d'instruction, simplifiant la gouvernance et assurant une participation inclusive des États membres et des entreprises, en particulier des PME.
- Les investissements privés doivent également s'appuyer sur une Union des Marchés de Capitaux véritablement intégrée pour diversifier les sources de financement. Unifier les marchés financiers européens favorisera le financement des entreprises par des acteurs européens, renforçant ainsi la compétitivité et l'autonomie stratégique.

3. Renforcer la compétitivité européenne par une politique ambitieuse en matière de compétences

- Le développement de l'industrie en Europe garantit la prospérité économique et l'accès à des emplois qualifiés. Cependant, l'industrie est aujourd'hui confrontée à une importante pénurie de main-d'œuvre. L'Europe doit donc attirer les talents nécessaires pour faire face aux transitions numérique et écologique, en s'appuyant sur l'industrie pour le développement de l'emploi et des compétences.
- Nous devons faciliter la mobilité des travailleurs de l'UE et réduire les obstacles pour les travailleurs étrangers en simplifiant la reconnaissance des qualifications européennes et étrangères dans toute l'Europe et en facilitant la migration vers l'emploi et la formation.

4. Augmenter la compétitivité européenne grâce à des politiques énergétiques et climatiques efficaces

- Le marché européen de l'énergie doit être le meilleur atout de l'Europe pour assurer son succès dans un nouvel ordre mondial. Il doit intégrer efficacement les ressources bas-carbone, en les découplant de la volatilité à court terme et des marchés du gaz. L'accès direct aux énergies renouvelables via des PPA ou des contrats CfD peut stabiliser le coût de l'énergie pour les industries, renforçant ainsi la compétitivité et favorisant la décarbonation.
- Pour maximiser le potentiel de ce marché européen, des investissements massifs en matière d'interconnectivité et d'infrastructures sont nécessaires pour exploiter les énergies renouvelables, et le potentiel de flexibilité des énergies bas-carbone, garantir une énergie sûre et abordable, et élargir les choix d'approvisionnement pour les industries.
- L'énergie nucléaire est cruciale pour atteindre nos objectifs de décarbonation et garantir notre indépendance énergétique. L'Europe doit soutenir activement le déploiement de sa chaîne d'approvisionnement nucléaire, développer massivement les petits réacteurs modulaires (SMR), proposer des incitations financières en faveur du nucléaire telles que des crédits d'impôt, mettre en œuvre des programmes de formation paneuropéens et renforcer les partenariats public-privés. Cela est crucial pour notre avenir climatique et industriel.
- Ce nouveau cadre énergie-climat doit respecter le principe de neutralité technologique, reconnaissant la diversité et la complémentarité des solutions bas-carbone nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques européen, et ce dans une logique visant à simplifier le cadre réglementaire.
- Il est essentiel de combler l'écart de compétitivité entre l'Europe et le reste du monde lié au coût du CO2. Cela implique de simplifier les exigences du Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) et de corriger d'urgence ses lacunes actuelles (exportation, périmètre en aval, risque de contournement ou de redistribution des ressources, etc.), de clarifier le système ETS et de garantir une compensation complète des coûts indirects, ainsi que de mettre en œuvre des mesures supplémentaires pour garantir une concurrence équitable pour les industries européennes.

5. Promouvoir la compétitivité de l'industrie de défense européenne par une stratégie de résilience globale

- Le défi de la défense et de la sécurité doit être l'axe prioritaire de la prochaine décennie. Il n'a jamais été aussi urgent de développer nos propres capacités industrielles pour atteindre une pleine autonomie dans ce domaine stratégique.
- Les technologies numériques jouent un rôle crucial dans les stratégies de défense modernes. Il est donc fondamental pour l'Europe de maintenir et de renforcer son autonomie stratégique en matière de cybersécurité et de protéger les données sensibles grâce à des infrastructures numériques avancées. Négliger les menaces informationnelles émergentes et les réglementations extraterritoriales imposées par d'autres régions compromettrait ces efforts.
- Il est essentiel de progresser vers le développement d'un "Marché Commun pour l'Industrie de la Sécurité et de la Défense" afin de doter l'Union des moyens nécessaires pour relever les défis de défense actuels et futurs.
- Une amélioration significative est nécessaire pour exploiter pleinement l'expertise des industries européennes et nationales dans tous les secteurs de la défense et de la sécurité, y compris les plateformes et systèmes militaires terrestres, aériens et navals, ainsi que les satellites, l'espace, les systèmes de capteurs et les infrastructures informatiques. La concurrence entre les différents systèmes nationaux pour les produits, les services et les marchés publics entrave la normalisation et l'interopérabilité entre les budgets de défense nationaux et empêche de réaliser les économies d'échelle nécessaires pour être compétitif au niveau mondial.

Le MEDEF et la Confindustria sont déterminés à favoriser un dialogue permanent entre tous les acteurs économiques français et italiens. Au cours des prochains mois, le MEDEF et la Confindustria, en collaboration avec BusinessEurope, notre organisation européenne commune, poursuivront leurs travaux sur les thèmes mentionnés dans cette déclaration commune. Ces sujets seront également abordés lors du prochain Sommet trilatéral entre le MEDEF, la Confindustria et le BDI.

Patrick MARTIN
Président du MEDEF



Emanuele ORSINI
Président de la Confindustria

